



VILLE
DE
SAINT JEAN DE BOURNAY
ISÈRE

LE MAIRE DE LA VILLE DE ST JEAN DE BOURNAY

Vu le Code de la Route ; article R417-10 du Code de la Route et R411-25 du Code de la Route.

Vu le code général des collectivités territoriales et notamment ses articles L2212.1 à 2213.6.

Vu le code de la voirie routière.

Vu l'instruction interministérielle sur la signalisation routière (livre1, huitième partie : signalisation temporaire) approuvée par l'arrêté interministériel du 15 juillet 1974.

Vu la loi 82-213 du 2 mars 1982 relative aux droits et libertés des communes, des départements et des régions, modifiée et complétée par la loi 82-623 du 22 juillet et la loi 82-8 du 7 janvier 1983.

Vu le décret 86-475 du 14 mars 1986 relatif à l'exercice du pouvoir de police en matière de circulation routière et modifiant certaines dispositions du code de la route

Vu la demande en date **du 29/04/2025, de l'entreprise VERSUS ELEMENTS représenté par Monsieur RABOUIN Sylvain demeurant N°2015 chemin de la plaine 26600 ERÔME à afin que puisse installer une benne sur la voie publique pour réaliser les travaux entre le n°13 et le n°15 avenue de la Libération à SAINT JEAN DE BOURNAY.**

CONSIDÉRANT que pour des raisons de sécurité, il convient de règlementer le stationnement des véhicules ;

ARRETE

ARTICLE 1 – Afin de permettre le bon déroulement des travaux de l'entreprise **VERSUS ELEMENTS** pour une période de cinq jours située entre le lundi 12/05/2025 et le vendredi 16/05/2025 entre 8h00 et 18h00 le stationnement sera interdit sur l'emplacement situé au droit entre le n°13 et le n°15 avenue de la Libération 38440 à SAINT-JEAN-DE-BOURNAY. Seul le demandeur aura l'autorisation d'installer une benne pour effectuer les travaux.

ARTICLE 2 - Le chantier devra être nettoyé après les travaux et les surfaces du domaine public protégées. Toute dégradation constatée durant l'intervention sera imputée à l'entrepreneur.

ARTICLE 3 – La signalisation réglementaire sera mise en place par le demandeur.

Auteur de l'acte : Le Premier adjoint, Michel REVELLIN,
Affichage et publication le : 6/05/2025

N°2025/T/110

ARTICLE 4 - Le bénéficiaire de l'autorisation devra souscrire les assurances nécessaires pour couvrir tous les risques qui pourraient survenir du fait de l'occupation autorisée.

ARTICLE 5 - La présente autorisation est accordé à titre personnel. Elle ne peut être ni cédée, ni louée, ni prêtée. La présente autorisation est délivrée à titre précaire et révocable. Elle pourra être retirée à tout moment.

ARTICLE 6 - Le présent document sera affiché sur les lieux.

ARTICLE 7 - Les services de police municipale, de gendarmerie et le demandeur, sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution du présent arrêté.

ARTICLE 8 - Le présent arrêté peut être contesté dans un délai de deux mois suivant la présente notification devant le Tribunal Administratif de Grenoble.

Destinataires :

- Monsieur le Responsable du Service de la Police Municipale
- Monsieur le Commandant de Brigade de la Gendarmerie Nationale
- Monsieur le Directeur des Services Techniques Municipaux
- Le demandeur

Fait à ST JEAN DE BOURNAY,
Le 29 Avril 2025.


Par ordre du tableau, le 01 adjoint
Michel REVELLIN.



Auteur de l'acte : Le Premier adjoint, Michel REVELLIN,
Affichage et publication le : 6/05/2025